



---

Histoire, Idées, Sociétés  
*Revue d'histoire de l'UQAM*

**LE NÉONATIONALISME SOUS LA LOUPE DU MCGILL DAILY**

OLIVIER DUFRESNE

---

Citer cet article

DUFRESNE, Olivier, «Le néonationalisme sous la loupe du *McGill Daily*», *Histoire, Idées, Société*, juin 2018. <https://revuehis.uqam.ca/non-classe/le-neonationalisme-sous-la-loupe-du-mcgill-daily/>

---

Résumé

*Le 28 mars 1969 à Montréal, entre 10 000 et 15 000 étudiants se rassemblent pour réclamer la francisation de l'Université McGill, ce qui en fait la plus grande manifestation politique d'après-guerre au Québec. Paradoxalement, son organisation est non seulement le fruit de militants québécois francophones, qui dans un contexte néonationaliste revendiquent une plus grande place dans la société québécoise, mais aussi de militants anglophones. Cet article tente de comprendre de quelle manière des militants anglophones au Québec, à la fin des années soixante, ont pu appuyer des revendications qui s'attaquaient directement à leurs privilèges. Grâce à l'analyse discursive des éditoriaux du journal étudiant le McGill Daily concernant les événements entre les années 1967 et 1970, liées à l'unilinguisme français et à l'indépendantisme, il apparaît que, pour une partie de la gauche anglophone, ces revendications étaient légitimes en raison de leur caractère anticapitaliste et anticolonial.*

# LE NÉONATIONALISME SOUS LA LOUPE DU *MCGILL DAILY*

OLIVIER DUFRESNE

Université du Québec à Montréal

---

## Résumé

*Le 28 mars 1969 à Montréal, entre 10 000 et 15 000 étudiants se rassemblent pour réclamer la francisation de l'Université McGill, ce qui en fait la plus grande manifestation politique d'après-guerre au Québec. Paradoxalement, son organisation est non seulement le fruit de militants québécois francophones, qui dans un contexte néonationaliste revendiquent une plus grande place dans la société québécoise, mais aussi de militants anglophones. Cet article tente de comprendre de quelle manière des militants anglophones au Québec, à la fin des années soixante, ont pu appuyer des revendications qui s'attaquaient directement à leurs privilèges. Grâce à l'analyse discursive des éditoriaux du journal étudiant le McGill Daily concernant les événements entre les années 1967 et 1970, liées à l'unilinguisme français et à l'indépendantisme, il apparaît que, pour une partie de la gauche anglophone, ces revendications étaient légitimes en raison de leur caractère anticapitaliste et anticolonial.*

Les années soixante ont une place bien particulière dans l'imaginaire national des Québécois, puisqu'elles évoquent le début de la Révolution tranquille et par ricochet, l'entrée du Québec dans la modernité. À une époque dite de « Grande noirceur », marquée par le joug du clergé et du conservatisme de l'Union nationale de Maurice Duplessis, aurait succédé, avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement libéral de Lesage le 22 juin 1960, une période de transformations profondes permettant à la société québécoise de rattraper son retard.

Aujourd'hui, cependant, pour beaucoup d'historiens, la rupture que présente la Révolution tranquille est nuancée : les grands changements dont le Québec des années soixante est le théâtre n'apparaissent pas du jour au lendemain, mais sont plutôt le fait, comme pour le reste des sociétés occidentales, de l'impact de la Deuxième Guerre

mondiale<sup>1</sup>. Malgré l'intérêt de ces recherches, qui dévoilent un Québec des années cinquante beaucoup moins « noir » qu'il n'y paraissait jusqu'alors, il nous semble, tout de même, que le 22 juin 1960 présente une certaine rupture dans l'histoire québécoise dans la mesure où elle symbolise l'accession au premier plan de nouveaux idéaux, notamment en ce qui concerne la question de l'identité nationale<sup>2</sup>. En effet, le gouvernement Lesage incarne le début d'une rupture progressive qui atteindra sa manifestation la plus flagrante lors des États généraux du Canada français en 1967-1968, alors qu'une conception nationaliste conservatrice, dite de la survivance, fera place à un néonationalisme moderne et revendicateur.

Ainsi, les francophones vivant sur le territoire québécois ne se revendiquent plus de la même nationalité que les minorités francophones sur le reste du territoire canadien et, peu à peu, cette nouvelle conception mène au délaissement de l'identité canadienne-française au profit d'une identité québécoise. La conception ethnique de la nation canadienne-française qui prévalait depuis la Conquête laisse donc place à une identité nationale qui s'appuie sur le territoire et l'État québécois. En d'autres mots, l'État québécois devient un État national à qui incombe la responsabilité de l'émancipation de la nation canadienne-française à l'intérieur de ses frontières, soit le territoire de la province québécoise<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Pour un aperçu des débats entourant la signification de la Révolution tranquille et ses transformations voir : Paul-André Linteau, « Un débat historiographique : l'entrée du Québec dans la modernité et la signification de la Révolution tranquille » dans Robert Comeau *et al.* (dir.), *La Révolution tranquille. 40 ans plus tard : un bilan*, Montréal, VLB éditeur, 2000, p. 21-41.

<sup>2</sup> Pour plusieurs historiens l'avènement de ce néonationalisme marque l'événement le plus marquant de la Révolution tranquille voir notamment : Kenneth McRoberts, « La question nationale québécoise », dans Robert Comeau *et al.* (dir.), *La Révolution tranquille. 40 ans plus tard : un bilan*, Montréal, VLB éditeur, 2000, p. 123-129 ; Stéphane Savard, « L'affaiblissement de la question nationale au Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 25, n° 2, 2017, p. 7-13.

<sup>3</sup> Sur le néonationalisme voir notamment : Marcel Martel, « Trois clés pour comprendre la rupture du Canada français, 1950-1965 » dans Benoit Cazabon *et al.* (dir.) *Pour un espace de recherche au Canada français. Discours, Objets et Méthodes*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1996, p. 35-52 ; Robert Comeau, « Du nationalisme canadien-français au nationalisme québécois », dans Robert Comeau *et al.* (dir.), *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois*, vol. 1 : 1834-1968, Montréal, VLB éditeur, 2010, p. 148-152 ; Louis Balthazard, *Nouveau bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, VLB éditeur, 2013, 317 p.

Au cours des années soixante, cette nouvelle conception de la nation et du rôle de l'État fait consensus chez la classe politique québécoise au pouvoir. Ainsi, les gouvernements de Jean Lesage et de Daniel Johnson père vont, tour à tour, revendiquer des pouvoirs accrus pour l'État québécois sans pour autant remettre en question la place de la province au sein de la fédération canadienne. Chez certains, cependant, ce nouveau nationalisme se radicalise et pour cause : le lien fédéral apparaît comme empêchant la réelle émancipation de la nation québécoise. Ce constat mènera à l'expression d'une forme radicale de néonationalisme, soit la tendance souverainiste ou indépendantiste, et celle-ci sera l'un des moteurs de la contestation et des révoltes qui traverseront cette fin de décennie mouvementée que sont les années soixante au Québec.

Néanmoins, comme nous le rappellent justement quelques historiens, penser la contestation des années soixante uniquement dans le cadre national, en l'occurrence québécois, c'est en oublier un aspect important, soit le contexte international<sup>4</sup>. En effet, à cette époque, les luttes de décolonisation qui se déroulent dans les pays du tiers-monde viennent influencer les militants d'un peu partout en occident et, notamment, à Montréal. Ceux-ci considèrent dès lors que le colonialisme est une forme d'oppression universelle à laquelle eux aussi font face et doivent donc lutter. Ainsi, différents mouvements contestataires québécois, voire occidentaux, vont former une unité, au moins intellectuelle, autour de l'idée d'être partie prenante d'une lutte de décolonisation<sup>5</sup>.

À cet égard, les « années 68 »<sup>6</sup>, une période qui débute en 1967 pour se terminer en 1970, sont centrales pour appréhender le radicalisme et le discours de décolonisation des

---

<sup>4</sup> Pour une réflexion sur les influences du contexte international dans le cadre québécois durant les années soixante, voir : Sean Mills, *Contester l'empire : pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal. 1963-1972*, Montréal, Hurtubise, 2011, 347 p. ; Papa Dramé et Magali Deleuze, « Les idées phares du processus de décolonisation et le Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, no 1, 2007, p. 109-129.

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> La périodisation des « années 68 » varie selon les auteurs. Dans le cadre de cet article, nous reprenons le découpage chronologique (1967-1970) utilisé par le sociologue Jean-Philippe Warren dans son ouvrage sur les « années 68 » au Québec : Jean-Philippe Warren, *Une douce anarchie. Les années 68 au Québec*, Montréal, Boréal, 2008, p. 12-13. Bien qu'il soit difficile de déterminer un événement qui marque le début de cette période, la Crise d'octobre en 1970 marque bel et bien la fin de celle-ci.

*sixties*<sup>7</sup>. En effet, à cette époque, dont l'année 1968 est le point culminant, un discours radical, voire agressif, succède aux transformations progressives des années soixante. Ce discours se matérialise par de nombreuses révoltes violentes menées par la jeunesse en Occident. Durant ces années, un idéal révolutionnaire anticapitaliste tient le haut du pavé et, ce faisant, l'idée de lutte de décolonisation devient un élément central chez la gauche pour donner un sens à ses luttes et revendications<sup>8</sup>.

L'idée de décolonisation comme concept donnant une certaine unité au mouvement de gauche ne doit cependant pas faire oublier le contexte québécois particulier et caractérisé, comme mentionné plus haut, par la naissance d'un néonationalisme. Ainsi, chez les militants francophones de gauche, l'idée de décolonisation est venue nourrir et a été nourrie par le néonationalisme ambiant pour aboutir à l'idée que les Québécois francophones formaient un peuple colonisé par la minorité anglophone blanche et bourgeoise<sup>9</sup>. En d'autres mots, dans les années soixante, les Québécois, pour reprendre la formule consacrée par Pierre Vallières, deviennent les « nègres blancs d'Amérique ».

Se pose alors la question des militants anglophones du Québec, progressistes et radicaux, eux aussi influencés par les idéaux de décolonisation : comment peuvent-ils se réclamer de la lutte de décolonisation dans un contexte québécois où les idéaux néonationalistes influencent l'approche anticoloniale québécoise? En d'autres termes, comment la gauche anglophone réagit-elle face aux revendications néonationalistes de différents mouvements québécois francophones?

---

<sup>7</sup> Sur les années 68 voir : Geneviève Dreyfus-Armand *et al.*, *Les Années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Éditions complexe, 2000, 525 p. ; Philipp Gassert et Martin Klimke, « Introduction : 1968 from Revolt to Research », *Bulletin of German Historical Institute*, vol. 6, 2009, p. 5-24. Pour une histoire des années 68 au Québec, voir : Jean-Philippe Warren, *Une douce anarchie*, *Op. cit.* ; Patrick Dramé et Jean Lamarre (dir.), *1968, des sociétés en crise : une perspective globale*, Québec, PUL, 2009, 204 p.

<sup>8</sup> Jean-Philippe Warren, *Une douce anarchie*, *Op. cit.*, p. 9-17.

<sup>9</sup> La minorité ethnique noire de Montréal était majoritairement anglophone cependant, ses membres étaient considérés, en raison de l'oppression qu'ils vivaient, non pas comme des colonisateurs, mais comme des colonisés. Afin d'alléger l'article, lorsque nous ferons référence aux anglophones, il s'agira des Blancs bourgeois. Sur les militants noirs de Montréal voir : Sean Mills, *Op. cit.*, p. 111-140. ; David Austin, *Nègres noirs, nègres blancs. Race, sexe et politique dans les années soixante à Montréal*, Montréal, Lux éditeur, 2015, 264 p.

La production historiographique sur le rapport entre les militants anglophones de gauche au Québec et les luttes qui y voient le jour dans les années soixante est très mince, même chez les historiens anglophones<sup>10</sup>. En effet, règle générale, comme le fait remarquer Marc Levine, les années soixante au Québec sont plutôt présentées comme une reconquête des pouvoirs par les francophones face à des anglophones qui s'y opposent<sup>11</sup>. Ces derniers semblent former un bloc monolithique peu enclin aux changements et peu intéressé par ceux-ci. La Révolution tranquille au Québec aurait été une affaire de Québécois francophones, comme viennent le corroborer les productions historiographiques sur ce phénomène<sup>12</sup>. Ainsi, lorsque la question des anglophones n'est pas complètement évacuée, elle est mentionnée pour les présenter comme des opposants, dans une plus ou moins grande mesure, aux Québécois francophones. Dans les faits, peu d'historiens ont écrit sur les anglophones du Québec comme le fait valoir Ronald Rudin dans son *Histoire du Québec anglophone*<sup>13</sup>.

Toutefois, il existe quelques exceptions. Tout d'abord, Henry Milner aborde les alliances entre francophones et anglophones de gauche au cours des années soixante et soixante-dix et fait valoir que celles-ci existaient, mais qu'elles étaient sommes toutes marginales, pour conclure que: « [...] les gauchistes anglophones doivent se libérer des fortes pressions psychologiques générées par leur statut de minorité linguistique et qui s'expriment sous la forme d'une antipathie chronique envers un projet national qualifié de "nationalisme petit-bourgeois du PQ"<sup>14</sup> ».

---

<sup>10</sup> Voir notamment : William Coleman, *The Independence Movement in Quebec. 1945-1980*, Toronto, University of Toronto Press, 1984, 274 p. ; Kenneth McRoberts, *Quebec : Social Change and Political Crisis*, Toronto, Oxford University Press, 1999, 556 p.

<sup>11</sup> Marc Levine, *La reconquête de Montréal*. Montréal, VLB éditeur, 1997, 404 p.

<sup>12</sup> Sur la Révolution tranquille voir : Yves Bélanger *et al.* (dir.), *La Révolution tranquille. 40 ans plus tard : un bilan*, Montréal, VLB éditeur, 2000, 316 p. ; Paul-André Linteau *et al.*, *Histoire du Québec contemporain*, Tome 2 : *Le Québec depuis 1930*, Québec, Boréal, 1989, 843 p. ; Léon Dion, *La Révolution déroutée. 1960-1976*, Québec, Boréal, 1998, 324 p.

<sup>13</sup> Ronald Rudin, *Histoire du Québec anglophone. 1759-1980*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, p. 17-22.

<sup>14</sup> Henry Milner, « La gauche anglophone au Québec et l'autodétermination » dans Gary Caldwell et Eric Waddell (dir.), *Ibid.*, p. 428.

Sean Mills fait, lui aussi, valoir l'existence d'alliances entre militants anglophones et francophones, mais sans nécessairement y consacrer une attention particulière puisqu'il s'intéresse plutôt à démontrer l'existence de liens entre certains mouvements sociaux montréalais (notamment les groupes de femmes, les militants noirs et le Conseil central de Montréal de la CSN<sup>15</sup>). Finalement, quelques articles et ouvrages ont abordé la personne de Stanley Ryerson, d'origine anglophone, membre influent du Parti communiste du Canada (PCC) qui s'est montré sympathique à la question nationale du Québec à partir des années soixante. Cependant, les productions historiques s'intéressent plus au rapport entre la question nationale et son affiliation politique qu'à sa condition d'anglophone<sup>16</sup>.

Dans le cadre de cet article, notre objectif est donc d'examiner la manière dont une frange des militants anglophones de Montréal, celle qui écrit dans le *McGill Daily*, se positionne face aux revendications d'unilinguisme et d'indépendantisme portées par les Québécois francophones durant les « années 68 ». Ceux-ci, en tentant de remédier à l'infériorité des Québécois français face aux anglophones, placent les militants anglophones de gauche face à leur paradoxe : faire partie du groupe colonial tout en se réclamant de la décolonisation. Comment ces anglophones de gauche ont-ils réagi face à ces luttes de décolonisation? De quelle manière ont-ils justifié leur solidarité à des mouvements qui s'attaquaient directement à leur groupe, à leurs privilèges?

Afin d'aborder les idées et les opinions de la gauche anglophone de Montréal sur ces questions durant les « années 68 », l'analyse du *McGill Daily* est très intéressante. Les gens qui y écrivent sont des anglophones, bien souvent d'origine bourgeoise, qui tiennent des positions critiques, voire très critiques contre la société de laquelle ils sont

---

<sup>15</sup> Sean Mills, *Op. cit.*, 347 p.

<sup>16</sup> Voir notamment : Joël Bisailon, « Un moment décisif dans l'itinéraire intellectuel d'un militant marxiste, Stanley Bréhaut Ryerson et la question nationale au Québec durant la décennie 1960 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, n° 2, 2011, p. 20-37 ; Robert Comeau *et al.* (dir.), *Stanley Bréhaut Ryerson : un intellectuel de combat*, Hull, Vents d'Ouest, 1996, 426 p.

issus<sup>17</sup>. En effet, à partir de la deuxième moitié des années soixante, sous la direction de Patrick MacFadden, le journal commence à s'intéresser aux luttes de décolonisation dans le tiers-monde et devient le porte-voix de la gauche naissante de McGill. Durant les « années 68 », l'influence du journal dépassera même les murs de l'Université pour toucher l'ensemble des militants de langue anglaise de Montréal et, de ce fait, aura une grande influence dans ce milieu<sup>18</sup>.

Dans le cadre de cette recherche, je me suis penché sur les divers événements touchant aux questions de l'unilinguisme et de l'indépendantisme durant les années 68 - soit entre 1967 et 1970 - qui ont été abordés par le *McGill Daily*. En ce sens, je n'ai pas fait une revue complète de toutes les publications du journal, mais j'ai plutôt concentré mon attention sur les journées, voire les semaines, qui ont suivi des événements phares des revendications d'unilinguisme ou d'indépendantisme. De plus, de par sa nature de journal étudiant, le *McGill Daily* est généralement publié à partir du début de septembre jusqu'au début mars. Certains événements s'étant déroulés au printemps ou en été n'ont donc pas été touchés par le journal et, conséquemment, ne le sont pas non plus dans cette recherche<sup>19</sup>.

Dans les lignes qui suivent, j'aborderai donc successivement le rapport entre militants anglophones durant les années 68 et les deux grandes revendications néonationalistes que sont l'unilinguisme et l'indépendantisme.

---

<sup>17</sup> Il est à noter que plusieurs militants anglophones qui écrivent dans le *McGill Daily* sont des « *red diapers babies* » qui ont grandi dans le Montréal juif et qui ont donc été témoins de discriminations autant de la part des anglophones que des francophones. Sean Mills, *Op. cit.*, p. 173.

<sup>18</sup> Sur le *McGill Daily* voir Sean Mills, *Op. cit.*, p. 173 ; Robert Chodos, « A Short History of Student Activism at McGill », dans *McGill Student Handbook*. Montréal, Students society of McGill University, 1969, p. 88. et Peggy Sheppard, *The Relationship Between Student Activism and Change in the University : With Particular Reference to McGill University in the 1960s*, mémoire de maîtrise (Sciences de l'éducation), Montréal, Université McGill, 1989, 179 p. Il est à noter que le cas du *McGill Daily* n'est pas unique. En effet, à la fin des années soixante la presse étudiante au Québec se démarque par sa qualité et ses positions critiques. François Gagnon, *La conscience internationale dans la Presse étudiante au Québec (1945-1969) : Le cas du journal Le Carabin de l'Université Laval*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 2014, 112 p. ; Léon Debien, « *Le Thérésien*. Un journal de combat 1967-1969 (3<sup>e</sup> partie) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 18, no 2, hiver 2010, p. 217-239.

<sup>19</sup> De ces événements absents il faut compter l'élection provinciale du 5 juin 1966, le « Vive le Québec libre » de De Gaulle le 24 juillet 1967, l'élection scolaire du 10 juin 1968 et l'élection de Pierre Elliott Trudeau le 25 juin 1968.



## **Le *McGill Daily* et la question de l'unilinguisme**

Au Québec, la question de l'unilinguisme durant les années 68 prend forme dans le cadre d'une crise scolaire à Saint-Léonard en banlieue de Montréal. Rapidement, cependant, cette crise dépasse Saint-Léonard pour faire de la langue l'un des enjeux phares de l'oppression coloniale que les anglophones font subir aux francophones<sup>20</sup>. Au départ, les militants anglophones qui écrivent dans le *McGill Daily* appuieront les revendications d'unilinguisme français bien qu'elles s'opposent clairement à l'anglais. Mais, comme nous le verrons, cette position ne fera pas consensus puisqu'au début de l'année scolaire de 1969, le support aux revendications d'unilinguisme sera remis en question.

La crise scolaire de Saint-Léonard, qui est le véritable catalyseur des revendications pour l'unilinguisme français à la fin des années soixante, prend forme au courant de l'année 1967, lorsque la Commission scolaire catholique de Saint-Léonard décide de supprimer ses écoles bilingues. Ces écoles mises sur pied en 1963 pour permettre aux nombreux enfants d'immigrants italiens, récemment arrivés au Québec, d'apprendre le français et l'anglais sont abandonnées puisqu'elles favorisent, dans la pratique, uniquement l'apprentissage de l'anglais. Devant l'échec de ce projet, la Commission scolaire catholique de Saint-Léonard décide qu'à compter de la prochaine année scolaire, l'enseignement sera uniquement donné en français. Devant cette annonce, de nombreux parents immigrants italiens dont les enfants fréquentent ces écoles se mobilisent contre cette décision. En effet, ceux-ci fuient la pauvreté et considèrent que la connaissance de l'anglais donne de bien meilleures chances à leurs enfants sur le marché du travail ainsi que des outils pour se déplacer sur le marché nord-américain. À cela s'ajoute aussi l'hostilité que les immigrants rencontrent chez les directeurs et autres responsables des écoles francophones<sup>21</sup>. Prise au dépourvu, la Commission scolaire catholique de Saint-

---

<sup>20</sup> Sur la question de la crise linguistique au Québec durant les années soixante voir : Marcel Martel et Martin Pâquet, *Langue et politique au Canada et au Québec : une synthèse historique*. Montréal, Boréal, 2010, p. 129-170 ; Pierre Godin, *La poudrière linguistique*, Montréal, Boréal, 1990, 372 p. ; Karim Larose, « L'émergence du projet d'unilinguisme. Archéologie de la question linguistique québécoise », *Globe : Revue internationale d'études québécoises*, vol. 7, n° 2, 2004, p. 177-184 ; MarcLevine, *Op. cit.* ; Sean Mills, *Op. cit.*, p. 165-194.

<sup>21</sup> Sean Mills, *Op. cit.*, p. 169-170.

Léonard décide de retarder sa décision d'un an, mais, dans un contexte où le néonationalisme a fait prendre conscience aux Québécois francophones de l'importance de revendiquer leur culture, cette situation apparaît inacceptable<sup>22</sup>.

Ces deux visions antagonistes mènent à un affrontement entre l'Association des parents de Saint-Léonard qui réclame des classes bilingues et le Mouvement pour l'intégration scolaire (MIS), fondé et dirigé par Raymond Lemieux, qui fait la promotion de l'unilinguisme français aux élections scolaires de Saint-Léonard en juin 1968<sup>23</sup>. Les candidats du MIS l'emportent finalement haut la main et décident que, dès septembre 1968, la seule langue d'enseignement dans les écoles primaires de Saint-Léonard sera le français. Face à cette crise, qui a maintenant dépassé le cadre régional de Saint-Léonard, le gouvernement québécois de l'Union Nationale annonce en septembre le *Bill 85* qui doit faire du français la langue prioritaire dans la province tout en donnant aux parents le droit de choisir la langue dans laquelle leurs enfants seront éduqués<sup>24</sup>. Cette loi, cependant, arrive trop tard. Déjà, la question de l'unilinguisme est reprise par les militants québécois francophones qui y voient une revendication qui permet de s'opposer à la domination coloniale des anglophones<sup>25</sup>.

Chez les militants anglophones, qui écrivent au *McGill Daily*, il faut attendre l'année scolaire 1968-1969 pour que le journal commence à s'intéresser à la question de l'unilinguisme. En effet, durant cette année le journal a comme directeur Mark Starowicz, un proche de Stanley Gray et de ses idées. Ce dernier, chargé de cours de l'Université McGill et membre de la *Radical Students Alliance* de McGill, soutient l'unilinguisme et en premier lieu la francisation de l'Université. Il sera même à la tête, accompagné entre autres du militant nationaliste Raymond Lemieux, de l'Opération McGill français le 28 mars 1969<sup>26</sup>.

---

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> Marc Levine, *Op. cit.*, p. 120-121.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 125-127.

<sup>25</sup> Sean Mills, *Op. cit.*, p. 170-171.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 165-166.

Cet évènement, qui est à cette date la plus grande manifestation politique d'après-guerre, marque le premier grand moment de protestation sociale autour de la question de la langue au Québec. Ainsi, après plusieurs semaines de mobilisation, entre 10 000 et 15 000 manifestants seront rassemblés le 28 mars au soir. L'Opération McGill français a donc la particularité d'être le fruit d'une alliance entre anglophones et francophones et, conséquemment, il apparaît que non seulement des francophones sont à la base des revendications pour des mesures d'unilinguisme, mais aussi des anglophones<sup>27</sup>. Le premier constat, donc, est que des étudiants anglophones de gauche soutiennent l'unilinguisme francophone. De quelle manière justifient-ils une telle position ?

Dans un article titré « *McGill and the Rape of Quebec* » écrit par Stanley Gray le 10 février 1969, les arguments avancés par ces anglophones de gauche qui font la promotion de l'unilinguisme français apparaissent très clairement. Pour eux, l'Université McGill est une institution contrôlée et au service de grandes corporations anglo-américaines qui sont responsables de l'exploitation économique et culturelle de la majorité des Québécois francophones. En ce sens, toujours selon Stanley Gray, la manière dont McGill traite la société québécoise est révélatrice de sa position coloniale<sup>28</sup>. Selon les organisateurs de l'Opération McGill français, pour remédier à cette situation, il faut entre autres que l'Université McGill devienne une institution francophone dans un délai de trois ans<sup>29</sup>.

Néanmoins, pour ces militants anglophones, la position coloniale de McGill n'est pas seulement due à l'aspect linguistique, mais aussi au fait qu'elle est une institution bourgeoise qui participe à la reproduction du système de domination capitaliste. Ainsi, comme le font valoir les militants de la *Radical Students Alliance* de McGill, le slogan « McGill français » est trompeur puisqu'il suggère que l'Opération McGill français

---

<sup>27</sup> Pour un compte rendu détaillé de l'Opération McGill français voir : Jean-Philippe Warren, « L'Opération McGill français. Une page méconnue de l'histoire de la gauche nationaliste », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, n° 2, 2008, p. 97-116.

<sup>28</sup> Stanley Gray, « McGill and the rape of Quebec », *McGill Daily*, 10 février 1969, p. 4-5.

<sup>29</sup> Anonyme, « What will happen March 28 ? », *McGill Daily*, 14 mars 1969, p. 3 et 11.

concerne uniquement la question linguistique. Or, pour eux, la question de la langue s'intègre à un idéal de libération plus globale des Québécois, c'est-à-dire du système capitaliste. Ils font d'ailleurs valoir que le slogan « McGill aux Québécois » serait plus approprié<sup>30</sup>. Ainsi, si des militants anglophones ont participé activement à l'Opération McGill français et défendu l'unilinguisme, c'est en raison du fait qu'ils considèrent que lutter contre la domination de l'anglais au Québec est une manière de lutter contre le pouvoir capitaliste. En d'autres mots, au Québec, la langue est un enjeu de la domination capitaliste et pour se libérer de ce système, il faut, entre autres, faire la promotion de l'unilinguisme français.

Cette réflexion, qui sous-tend la participation des militants anglophones à la lutte pour l'unilinguisme par le biais de l'Opération McGill français, marque un tournant dans les enjeux qui entourent la question de l'unilinguisme au Québec. En effet, il apparaît non seulement que l'Opération McGill français est la première manifestation de grande envergure autour de la question de l'unilinguisme, mais aussi qu'elle est le moment où cet enjeu cesse de toucher uniquement les nationalistes francophones pour aussi devenir une revendication portée par les militants de gauche à Montréal<sup>31</sup>. Cette idée est corroborée par la couverture que le *McGill Daily* fera de cette question dès la rentrée scolaire de 1969 qui s'ouvre avec une marche organisée le 10 septembre dans le quartier de St-Léonard par la Ligue pour l'intégration scolaire (LIS) qui a remplacé le MIS.

Cette marche, dans un contexte toujours plus bouillant, éclate rapidement en émeute entre partisans et opposants de l'unilinguisme. Au total, 50 personnes sont arrêtées, une centaine blessées et, pour la première fois depuis 1957, la Loi de l'émeute est invoquée à

---

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> Cette interprétation de la signification de l'Opération McGill français est partagée par Sean Mills, *Op. cit.*, p. 165. Pour des interprétations différentes, voir Éric Bédard, *Chronique d'une insurrection appréhendée. La crise d'Octobre et le milieu universitaire*, Québec, Septentrion, 1998, 201 p. Ce dernier considère que l'Opération McGill français n'a pas d'importance en tant que telle dans l'histoire québécoise, mais qu'elle est digne d'intérêt puisqu'elle permet de saisir cette « fièvre », ce « grand refus » d'une génération québécoise et vient expliquer les deux enlèvements par les cellules felquistes en octobre 1970; Pour le sociologue Jean-Philippe Warren l'Opération McGill français est importante, mais contrairement à Mills, pour lui, cet évènement marque non pas le début d'une contestation pour l'unilinguisme portée par des militants de gauche, mais plutôt un certain aboutissement des révoltes étudiantes au Québec menées dans le cadre des années 68. Voir Jean-Philippe Warren, *Une douce anarchie. Op. cit.*, 309 p.

Montréal<sup>32</sup>. Dans le *McGill Daily* de l'année 1969-1970, à la suite de cette marche, la parole est donnée au *Committee for Socialist Independence in Quebec (CSIQ)*, un groupe créé par une vingtaine d'anglophones étudiant pour la plupart à McGill et à Sir George William et qui ont participé à la marche dans St-Léonard<sup>33</sup>. Ceux-ci défendent l'unilinguisme en reprenant, grosso modo, l'argumentaire avancé lors de l'Opération McGill français. Ainsi, ils font valoir que la langue du prolétariat est le français et que la langue des capitalistes est l'anglais. Se battre pour l'unilinguisme français, c'est se battre pour les ouvriers et donc, par ricochet lutter contre le capitalisme<sup>34</sup>.

Dans un éditorial de la même journée, l'analyse du combat sur l'unilinguisme comme étant fondamentalement une lutte anticapitaliste est aussi mise de l'avant. D'ailleurs une explication est même avancée pour comprendre l'opposition paradoxale entre certaines classes populaires à cette lutte contre le capital. Ainsi, l'éditorial fait valoir que grâce à leur argent et leurs machines médiatiques, le pouvoir colonisateur arrive à mobiliser certaines parties de la classe populaire pour en faire des forces contre-révolutionnaires pour affronter les Québécois français : « What happened Wednesday night was not surprising. Montreal's English newspapers spent a year inciting the Italian community and English Canadian money made possible Beale's continuing political presence. That there should be thus created an active counter-revolutionary force among the immigrants is only to be expected.<sup>35</sup>» Toujours selon cet éditorial, cette tactique capitaliste qui consiste à faire la promotion du racisme pour diviser les classes populaires n'est pas singulière au cas québécois puisqu'aux États-Unis la même stratégie est employée pour opposer les ouvriers blancs des revendications portées par le mouvement des droits civiques<sup>36</sup>.

---

<sup>32</sup> Marc Levine, *Op. cit.*, p. 122-125.

<sup>33</sup> Anonyme, « English speaking independist-New group pamphlets St-Leonard », *McGill Daily*, 17 septembre 1969, p. 3 et 5.

<sup>34</sup> *Ibid.*

<sup>35</sup> Mark Wilson « Dare to struggle, dare to win », *McGill Daily*, 17 septembre 1969, p. 4.

<sup>36</sup> *Ibid.*

Bref, en ce début d'année scolaire 1969, l'unilinguisme francophone est défendu dans les pages du *McGill Daily*, puisque de cette manière il s'agit d'une manière de lutter contre le capitalisme : « French unilingualism in the schools is a legitimate, necessary and urgent demand of the Quebec liberation movement<sup>37</sup> ».

Face à la crise linguistique qui se radicalise de jour en jour, le gouvernement québécois de Jean-Jacques Bertrand annonce finalement le *Bill 63* le 23 octobre 1969. Ce projet de loi qui ressemble à bien des égards au *Bill 85* proposé près d'un an auparavant n'éteint en rien la colère des partisans de l'unilinguisme français<sup>38</sup>. En effet, le choix de la langue d'enseignement repose toujours entre les mains des parents, bien que des nouvelles mesures pour faire la promotion du français sont mises de l'avant telles que la création d'un « Office de la langue française » ou encore l'obligation pour tous les diplômés québécois du secondaire d'avoir une connaissance d'usage du français<sup>39</sup>. En réaction au *Bill 63*, les partisans de l'unilinguisme organisent une semaine de manifestation afin de pousser l'opinion publique à s'opposer au projet de loi<sup>40</sup>.

De façon assez intéressante, autour de la question du *Bill 63*, la position tenue dans le *McGill Daily* sur l'unilinguisme change. En effet, à partir de ce moment, le journal fait valoir que le droit de la population anglophone au Québec d'être éduqué en anglais est légitime, mais qu'il ne doit pas être confondu avec la nécessité d'intégrer les nouveaux arrivants à la société québécoise. À cet égard, un éditorial du 29 octobre titré « La mort de la langue anglaise? » (bien que le titre soit en français, le texte est rédigé en anglais) met bien en lumière cette nouvelle position : « To arrive at any reasoned position one must cut through the rubbish and hysteria that has polluted the air and confront two fundamental issues involved: Does one accept the right of the Anglophone population to

---

<sup>37</sup> *Ibid.*

<sup>38</sup> Robert Issenman, « Bill 63: the ghost of Christmas past ? » *McGill Daily*, 27 octobre 1969, p. 5.

<sup>39</sup> Marcel Martel et Martin Pâquet, *Op. cit.*, p. 158-159.

<sup>40</sup> Sean Mills, *Op. cit.*, p. 184-190.

have its children educated in English in state supported schools? and how immigrants to be integrated into the French speaking milieu of Québec?<sup>41</sup> »

La transformation de la position du *McGill Daily* sur la question de l'unilinguisme lors des débats autour du Bill 63 doit être comprise dans un contexte de changement de garde au sein de l'équipe du journal. En effet, au début de l'année scolaire 1969, l'éditeur en chef Mark Wilson, un proche Mark Strarowick, est démis de ses fonctions puisqu'il n'est plus étudiant à l'Université McGill<sup>42</sup>. Le 24 septembre au soir ont lieu les élections pour le nouvel éditeur et une nouvelle figure, Charles Krauthammer<sup>43</sup>, est choisie. Ce changement de garde reflète une transformation du rapport de force au sein du journal et des positions politiques qui y seront tenues comme le démontre très bien la teneur du premier éditorial de Krauthammer le 26 septembre 1969 :

Some people believe that they have discovered the inexorable laws of history. [...] When such philosophy pervades a newspaper, the choice of event deemed relevant (and therefore reported) becomes necessarily restricted; e.g. when the Daily has decided that an independent, socialist Quebec is the wave of the future, the formation of the CSIQ, (a microscopic group of about twenty English-speaking independentists) becomes headline news-to the exclusion of other progressive movements. The Daily is under the present editorship because it is committed to publish a pluralist paper. As a result, both the news and editorial pages will be radically transformed.<sup>44</sup>

Dès lors, pour l'année 1969, ce ne sont plus les anglophones indépendantistes qui donneront le ton aux analyses du *McGill Daily*, ce qui marque l'émergence d'un nouveau discours dans ce porte-voix de la gauche anglophone. En effet, le journal mcgillois fait alors valoir que vouloir empêcher les anglophones québécois d'être éduqués en anglais est non seulement inutile, mais aussi nuisible puisque cela enlève aux anglophones des classes populaires le droit à leur existence culturelle tandis que les anglophones

---

<sup>41</sup> Charles Krauthammer, « La mort de la langue anglaise? », *McGill Daily*, 29 octobre 1969, p. 4.

<sup>42</sup> Anonyme, « Council fires Daily editor », *McGill Daily*, 17 septembre 1969, p. 1.

<sup>43</sup> Charles Krauthammer deviendra ensuite célèbre grâce à ses chroniques politiques conservatrices dans plusieurs grands médias tels le *Washington Post*, *Time Magazine* et *Fox News*.

<sup>44</sup> Charles Krauthammer, « End of the monolith », *McGill Daily*, 26 septembre, p. 4.

capitalistes vont eux tout simplement continuer d'envoyer leurs enfants à l'école privée en anglais<sup>45</sup>. Bref, pour eux, le réel problème est les grands capitaux anglo-américains :

For it is not the English-speaking working class nor even the bourgeoisie that poses a threat to the French language, but the Anglo-American economic giant who make English the language of work and dictate that the upward mobility for a Francophone will be a function of his ability to speak English and, ultimately to assimilate into the English-speaking corporate structure.<sup>46</sup>

La nouvelle équipe du *McGill Daily* termine en suggérant au Gouvernement québécois de nationaliser toutes ces grandes entreprises anglo-américaines. Ainsi, il apparaît que, malgré une analyse différente que celle présentée au début de l'année 1969, la nouvelle équipe du *McGill Daily* reste attachée à des idéaux de gauche : « Now that it has steered the problems toward one of the real causes, the government must take the next logical step if it is really serious about preserving the French Language. It must attack the problem of language of work. By nationalizing Anglo-American industry perhaps?<sup>47</sup> »

Cette position qui soutient que la lutte pour l'unilinguisme français n'est pas une manière de lutter contre le système capitaliste tend à devenir celle qui est majoritaire dans le *McGill Daily*. Par exemple, dans un article qui analyse les résultats du troisième volume de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, les auteurs font valoir qu'à la lumière du rapport, le problème au Québec n'est pas d'ordre linguistique, mais plutôt d'ordre économique : « In fact, the Report finds that the problems of Quebec should be stated in economic terms, and no merely in terms of language.<sup>48</sup> »

---

<sup>45</sup> Charles Krauthammer, « La mort de la langue anglaise? », *McGill Daily*, 29 octobre 1969, p. 4

<sup>46</sup> *Ibid.*

<sup>47</sup> *Ibid.*

<sup>48</sup> Shelly Ungar et Louli Farah, «The B&B report : The unpublished 3rd volume or who rules Quebec and in what language does he give orders ? », *McGill Daily*, 31 octobre 1969, p. 5.



Cette nouvelle position apparaît comme une réelle rupture par rapport à celle qui était tenue auparavant. En effet, en réaction à l'éditorial du 29 octobre, le *Committe for a Socialist Independent Québec* par la voie de Robert Chodos et David Ticoll font valoir leurs désaccords. En effet, pour eux, dans la lutte contre l'oppression capitaliste, l'aspect économique ne peut être séparé de l'aspect culturel. Ils concluent leur article en écrivant : « Speak French or get out. [...] It is a hard decision for English Quebecer to make but they have to make it.<sup>49</sup> »

En somme, devant les revendications de l'unilinguisme francophone au Québec, les militants de la gauche anglophones au sein du *McGill Daily* vont réagir de différentes façons. Certains vont appuyer sans réserve l'idée que la province doit être unilingue francophone puisque de cette manière ils s'attaquent au régime capitaliste. D'autres vont plutôt faire valoir que les Québécois francophones doivent prendre en main les institutions économiques et, ce faisant, faire du français la langue du travail, sans toutefois s'attaquer à la culture anglophone. Pour eux l'aspect culturel de la domination capitaliste est secondaire à la question économique. On peut donc y constater un abandon en quelque sorte de l'argumentaire anticolonialiste qui met sur un pied d'égalité la lutte contre la domination culturelle et économique au profit d'une approche qui accorde une primauté à la libération de la domination économique pour mettre fin aux inégalités créées par un système capitaliste.

Ainsi, il apparaît que pour une partie de la gauche anglophone, les revendications du nouveau nationalisme québécois des années soixante en ce qui a trait à la question de la langue n'étaient pas nécessairement incompatibles avec leur position tant qu'elle était liée d'une façon ou d'une autre à un projet de transformation radicale de la société. Dès lors, il est intéressant d'examiner les positions de cette gauche face au mouvement indépendantiste, un autre aspect marquant du néonationalisme québécois des années soixante.

---

<sup>49</sup> David Ticoll et Robert Chodos, « La mort de la langue française », *McGill Daily*, 30 octobre 1969, p. 3.

## **Le *McGill Daily* et la question de l'indépendantisme québécois**

Au tournant des années soixante, le mouvement indépendantiste québécois n'est pas un phénomène complètement nouveau dans l'histoire québécoise. Cependant, c'est avec l'essor de la Révolution tranquille et l'avènement du néonationalisme que le mouvement s'organise et prend réellement de l'ampleur<sup>50</sup>. À l'instar de l'évolution du nationalisme québécois durant ces années, l'idée d'indépendance connaît une transformation similaire en passant d'une volonté d'assurer la souveraineté de l'ethnie canadienne-française à celle d'assurer l'autonomie de l'État québécois. Ainsi, l'idée d'indépendance sera réinvestie par des groupes à la gauche du spectre politique. Pourtant, les anglophones de gauche qui écrivent dans le *McGill Daily* ne s'intéresseront que très peu à cette question. Ce désintérêt, comme nous le verrons, semble tenir d'un double phénomène. D'une part, le projet indépendantiste qui est porté par le PQ à la fin des années soixante n'est pas suffisamment à gauche. D'autre part, le journal mcgillois ne reconnaît pas la domination culturelle exercée par le Canada anglais sur le Québec et conséquemment, ne voit pas l'intérêt de se séparer du reste du Canada si ce n'est pour aboutir à une société libérée du capitalisme.

Du côté de la gauche francophone, pourtant, dès le tournant des années soixante, des groupes se mettent rapidement à militer pour l'indépendance du Québec notamment par le biais du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN). Fondé en 1960, à l'origine un groupe de pression et d'éducation politique, le RIN devient en 1963 un parti politique avec à sa tête le charismatique Pierre Bourgault. Le parti se présente pour la première fois à l'élection provinciale de 1966 et recueille 5,6% des suffrages, ce qui le place troisième derrière l'Union nationale et le Parti libéral du Québec<sup>51</sup>.

---

<sup>50</sup> André D'Allemagne, « L'argumentaire indépendantiste de 1960 à nos jours », dans Yves Bélanger *et al.* (dir.), *La Révolution tranquille. 40 ans plus tard : un bilan*, Montréal, VLB éditeur, 2000, p. 131-137.

<sup>51</sup> Pour un petit historique du RIN voir : Jean-Charles Panneton, *De la genèse du PQ au 15 novembre 1976*, vol. 1 : *Le gouvernement Lévesque*, Québec, Septentrion, 2016, p. 148-151. Pour un aperçu du programme du RIN en 1966 : Réjean Pelletier, « Le RIN et son programme d'action en 1966 : indépendance et révolution nationale », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 22, n° 3, 2014, p. 60-71 ; Claude Cardinal, *Une histoire du RIN*, Montréal, VLB éditeur, 2015, 506 p.

Un peu moins d'un an plus tard, l'ancien ministre libéral René Lévesque quitte le PLQ avec quelques autres pour former en novembre 1967 le Mouvement souveraineté-association (MSA). À partir de ce moment, l'idée en faveur de la souveraineté du Québec gagne de plus en plus de popularité dans la province. Par exemple, en janvier 1968, *Option Québec*, un essai signé par Lévesque sur son idée de souveraineté-association, se vend à plus de 50 000 exemplaires. Au mois d'octobre de la même année est fondé le Parti Québécois (PQ) qui se veut une fusion des diverses forces indépendantistes<sup>52</sup>. Bref, à la fin des années soixante, la question de l'indépendance du Québec gagne du terrain.

Dans le *McGill Daily*, pourtant, ces divers événements n'attirent pas vraiment l'attention. En effet, la percée du RIN à l'élection de 1966 ne fait l'objet d'aucun commentaire, ce qui pourrait s'expliquer en raison du fait que l'évènement prend place au mois de juin. Pourtant, la fondation du MSA, cette fois-ci en automne, n'apparaît pas non plus dans le journal. Dans les faits, un seul article mentionne René Lévesque en raison de sa participation à un débat qui a lieu à l'Université McGill sur les « Quebec complexities » aux côtés de Robert Cliche, chef du Nouveau Parti Démocratique du Québec et Peter Desbarats, éditeur de *Parallel magazine*<sup>53</sup>. La publication de l'essai *Option Québec* n'est pas non plus rapportée dans le journal mcgillois.

Les raisons de ce non-intérêt du *McGill Daily* pour la question de l'indépendance du Québec semblent liées à l'analyse qu'en font les militants anglophones. À cet égard, un « dossier spécial » de trois pages titré *René Lévesque and the New Mandarins* dans le *Review*, un cahier spécial qui fait l'objet de publication hebdomadaire dans le *McGill Daily*, met bien en lumière l'analyse de ces militants anglophones<sup>54</sup>.

---

<sup>52</sup> Jean-Charles Panneton, *Op. cit.*, p. 154-168.

<sup>53</sup> Sandra Schecter, « Lévesque, Desbarat, Cliche discuss Quebec complexities », *McGill Daily*, 22 novembre 1967, p. 1 et 2.

<sup>54</sup> Il est à noter que bien que ce « dossier spécial » sur l'indépendance apparaisse quelques jours après la fondation du PQ, aucun autre article ne fait mention de cet événement, signe que malgré ce dossier spécial le journal ne s'intéresse pas vraiment à cet enjeu.

Dans le premier article de ce cahier, *Separatism or independence*, l'opinion du *McGill Daily* sur le mouvement indépendantiste au Québec apparaît très clairement<sup>55</sup>. L'article explique que les anglophones au Canada qui sont sympathiques avec l'idée d'indépendance du Québec sont ceux qui trouvent inacceptable l'impérialisme étatsunien au Canada. Pour ces anglophones, les singularités culturelles du Québec vis-à-vis des États-Unis pourraient leur permettre de se libérer de l'hégémonie étatsunienne, chose impensable pour le reste du pays. Cependant, la manière dont se matérialise la lutte pour l'indépendantisme au Québec par le biais du PQ ne leur apparaît pas comme étant une solution à l'impérialisme étatsunien. En effet, rien au PQ ne semble suggérer une réelle volonté de s'opposer au capitalisme et à l'impérialisme étatsunien qui est justement la raison pour laquelle certains anglophones canadiens seraient favorables au projet<sup>56</sup>.

Dans la même veine, dans un éditorial du 29 octobre 1969, à la suite d'une visite de Lévesque à l'Université de McGill, les réticences de la gauche anglophone du *McGill Daily* sont bien mises en lumière. En effet, l'éditorial fait valoir qu'une frange des anglophones, sans être nécessairement d'accord avec Lévesque, voit d'un bon œil son progressisme, tandis que les plus radicaux considèrent, avec raison selon l'éditorialiste, que le projet de souveraineté ne changera dans les faits pas grand-chose :

It is not hard to understand why René Lévesque would have a certain appeal for McGill students. His version of independence would not disturb them greatly, and he is one of the few politicians around who is willing at least to heal some of the more obvious sore spots in the corporate capitalist system. If they didn't agree with him, they were prepared to accept him. And for some of the more perceptive students, Lévesque didn't go far enough. Some of them asked about American economic domination and what he would do about that, and Lévesque's gradualist arguments didn't satisfy them. The rest seemed interested mostly in how an independent Québec would work, and where they would fit in<sup>57</sup>.

---

<sup>55</sup> Richard Bergeron, « Separatism or independence », *Review-McGill Daily*, 18 octobre 1968, p. 1-2.

<sup>56</sup> *Ibid.*

<sup>57</sup> Mark Strarowick, « The two McGills », *McGill Daily*, 29 octobre 1968, p. 2.

Cette critique du projet indépendantiste péquiste laisse entrevoir une deuxième raison qui explique le désintérêt du *McGill Daily* pour cette question. En effet, pour eux, le projet indépendantiste dans la forme qu'il se présente, c'est-à-dire par le PQ, ne diffère en rien des positions du Parti libéral du Québec de 1963 et 1965<sup>58</sup>. Ainsi, on note que les analyses du journal ne relèvent pas la possibilité que le Canada anglais puisse imposer une certaine forme d'impérialisme aux Québécois et qui justifierait en soi le projet d'indépendance :

The domination of the Canadian and Québec economies by American investment is already a cliché in the country. But it is the crux of the contradiction in Lévesque's politique. Lévesque has admitted 'an independent Québec will still have to be a branch-line economy of the United States.' Then it is not an independent Québec. It's the same old Québec, like the same old Canada, except the fleur-de-lys flies over the legislature.<sup>59</sup>

L'absence de reconnaissance du caractère impérialiste/colonialiste du Canada vis-à-vis le Québec dans le *McGill Daily* marque une différence profonde entre anglophones et francophones indépendantistes de gauche, comme le laissent entendre les déclarations de François Aquin ou Pierre Bourgault dans leurs entrevues avec le journal mcgillois: « Bourgault admits that as far as he's concerned "the English minority must be assimilated post-haste" while Lévesque feels they should be allowed to remain and develop as a minority unit, even with state aid.<sup>60</sup> »

En somme, si l'actualité politique au Québec liée à l'indépendantisme n'intéresse pas vraiment l'équipe du *McGill Daily*, ce n'est pas en raison du fait qu'elle rejette le projet d'indépendance, mais plutôt parce qu'elle considère que la forme que prend le projet au Québec à travers le PQ n'apporterait aucun changement significatif à la situation actuelle du Québec : « If you're going to talk independence in Québec you've got to talk radical re-structuring of the economy and winning it back into the hands of the Québécois. [...]

---

<sup>58</sup> Richard Bergeron, *Op. cit.*

<sup>59</sup> *Ibid.*

<sup>60</sup> Mark Wilson, « RIN's Bourgault : 'Le MSA, c'est notre bébé' », *Review-McGill Daily*, 18 octobre 1968, p. 3.

Otherwise the nationalist movement here become sad parodies.<sup>61</sup> » Ainsi, il semble que contrairement à la question de l'unilinguisme qui, avec l'Opération McGill français, était devenu chez les anglophones du *McGill Daily* un enjeu de lutte anti-impérialiste et même anticapitaliste, l'indépendantisme québécois n'a pas suscité la même réaction. En octobre 1970, les enlèvements commis par deux cellules du Front de Libération du Québec viendront cependant radicaliser les moyens et les enjeux entourant la question de l'indépendance du Québec. Dès lors, la question de l'indépendance apparaît intimement liée à un projet révolutionnaire socialiste. Se pose alors nécessairement la question de la réaction du *McGill Daily* face à cet évènement.

Étrangement, la réaction du *McGill Daily* à la Crise d'octobre est au départ de la crise quasi absente, à l'instar de sa couverture du mouvement indépendantiste québécois. En effet, la première mention faite de cet évènement est la publication d'une version traduite en anglais du manifeste du FLQ le 9 octobre, soit cinq jours après le début des évènements<sup>62</sup>. Tandis que depuis le 6 octobre l'enlèvement de l'officier consulaire britannique James Cross et les actions du FLQ font les manchettes des grands journaux francophones tels *La Presse* ou *le Devoir*, il faut attendre le 13 octobre, soit trois jours après l'enlèvement du ministre du Travail du Québec Pierre Laporte, pour que les premiers articles et éditoriaux dans le *McGill Daily* s'intéressent à cette crise qui frappe le Québec.

Au départ, le FLQ jouit d'une bonne presse dans le *McGill Daily*. Cette image positive est pourtant construite en minimisant l'aspect nationaliste et indépendantiste du FLQ au profit de son idéologie d'extrême gauche :

Laporte's kidnapping shows that the revolution forecast here is not primarily intended to exterminate the English in Quebec. The FLQ has attacked the French ruling class in the person of the once liberal 'minister of unemployment and assimilation'. To bring local control to the people, to destroy the system which

---

<sup>61</sup>*Ibid.*

<sup>62</sup> « The FLQ Manifesto », *McGill Daily*, 9 octobre 1970, p. 3.

breed's economic slavery of nearly all citizens, which fosters psychological alienation in everyone; this is the essence of the manifesto.<sup>63</sup>

Cette sympathie pour le FLQ n'est pourtant pas partagée de tous. Certains y voient un groupe raciste qui met en danger la minorité anglophone, comme en témoigne une lettre de Julius Grey en réaction à la position du *McGill Daily* sur le FLQ : « Let us say rather, the FLQ are cowardly, petty racists whose goal is not liberation, but the disenfranchisement of a productive and a progressive minority.<sup>64</sup> »

À partir du 16 octobre, date qui marque la radicalisation du conflit par la déclaration de la loi sur les mesures de guerre et bientôt par la découverte du corps de Pierre Laporte, le *McGill Daily* change quelque peu son analyse du FLQ<sup>65</sup>. En effet, le journal déplore, et ce pour le restant de la crise, les actions felquistes non pas en raison de leur caractère raciste comme le suggérait la lettre de Julius Grey, mais puisqu'elles n'ont aucune chance d'aboutir sur une transformation radicale de la société. Au contraire, elles permettent aux gouvernements canadiens et québécois d'accentuer la répression sur la gauche<sup>66</sup>.

En ce sens, l'analyse faite par le *McGill Daily* autour de la question du Front d'action politique (FRAP)<sup>67</sup> et des élections municipales met bien en lumière cette position. Ainsi, la campagne de diabolisation du FRAP menée par diverses élites politiques telles que Jean Drapeau est fortement dénoncée dans le journal mcgillois qui appelle à la veille des élections, à voter pour ce parti de gauche<sup>68</sup>. Le lundi suivant les élections municipales, l'échec du FRAP est imputé à la « véritable nature de la démocratie libérale » qui aurait,

---

<sup>63</sup> Charles Griffin, « Kidnappings necessary? », *McGill Daily*, 13 octobre 1970, p. 4.

<sup>64</sup> Julius Grey, « Letters: Shocked and ashamed », *McGill Daily*, 15 octobre 1970, p. 2.

<sup>65</sup> Louis Fournier, *FLQ histoire d'un mouvement clandestin*, Montréal, Québec/Amérique, 1982, p. 285-340.

<sup>66</sup> Joey Treiger, « Terror and repression », *McGill Daily*, 16 octobre 1970, p. 4.

<sup>67</sup> Le FRAP est un parti politique municipal de la ville de Montréal formé de militants syndicaux, de travailleurs non syndiqués et d'étudiants, qui présentait une plateforme électorale de gauche. Voir Sean Mills, *Op. cit.*, p. 206-224.

<sup>68</sup> Michael Prupaset Tom Sorell, « Sunday election crucial », *McGill Daily*, 23 octobre 1970, p. 4.

pour le coup, tiré profit des enlèvements faits par le FLQ<sup>69</sup>. En d'autres termes, les actions du FLQ auraient permis à des élites politiques de plus en plus détestées de se maintenir au pouvoir.

Donc, les revendications dans le *McGill Daily* en faveur de l'indépendance du Québec tenues par le FLQ durant la Crise d'octobre seront laissées de côté au profit du discours révolutionnaire qui s'oppose au système capitaliste des démocraties libérales. Dans les faits, la couverture faite par le *McGill Daily* sur le FLQ lors la Crise d'octobre, ne fait presque aucune référence aux revendications indépendantistes du FLQ. La seule exception apparaît au début de la crise où le *McGill Daily* minimise l'aspect indépendantiste du FLQ en expliquant avant tout qu'il s'agit d'une organisation de gauche. Bref, ni les actions du FLQ ni celles des gouvernements fédéral et provincial ne seront analysées dans une perspective de lutte pour la souveraineté du Québec et de répression contre ce mouvement. À titre d'exemple, dans un long article de novembre 1970 qui se veut un récapitulatif de la crise repris de la revue anglophone de gauche *Last Post*, les actions de Pierre Elliott Trudeau sont comparées à celles de Lyndon Johnson contre la gauche qui prit le pouvoir en République dominicaine :

Like Lyndon Johnson, faced with the prospect of a democratic, left-liberal government in Santo Domingo, Pierre Elliott Trudeau moved in. LBJ had his lists of "known Communists" to justify the invasion. But the New York Times found that several of the "known Communists" were in fact dead, others were out of the country, and still others were in jail. Trudeau's revelations of conspiracies are of the same order.<sup>70</sup>

En somme, à la lumière des écrits du *McGill Daily* sur la question indépendantiste, la position des anglophones de gauche sur cette question pourrait se résumer à « pour l'indépendance du Québec à condition que ce soit pour un monde libre de la domination capitaliste et de l'impérialisme étatsunien ». Leur interprétation du FLQ comme étant avant tout et surtout un groupe de gauche au profit de son aspect nationaliste/ indépendantiste témoigne bien de cette idée. De plus, il est intéressant de constater que,

<sup>69</sup> Tom Sorell, « And the Winner », *McGill Daily*, 26 octobre 1970, p. 4.

<sup>70</sup> Anonyme, « The Santo Domingo of Pierre Elliott Trudeau », *McGill Daily*, 6 novembre 1970



contrairement à la question de l'unilinguisme, l'idée de la domination culturelle des anglophones n'est jamais intégrée à leur réflexion sur les revendications indépendantistes. En effet, pour eux le Canada au grand complet est victime de l'impérialisme étatsunien, mais à aucun moment il n'est considéré comme participant lui aussi à la domination coloniale du Québec, ce qui détone avec la position des nationalistes francophones de gauche. Ainsi, il apparaît que la position prise par le journal à l'automne 1969 quant à la question de l'unilinguisme, soit que le Québec doive lutter avant tout contre sa domination économique pour s'émanciper de la domination capitaliste/colonialiste dont elle est victime, continue de primer. Quant aux positions qui font valoir que la lutte contre la domination culturelle est partie prenante du combat contre la domination coloniale et capitaliste du Québec, elles ne sont pas du tout considérées dans la question de l'indépendantisme.

En conclusion, il apparaît que dans les pages du *McGill Daily* durant les « années 68 », les questions de l'unilinguisme et de l'indépendantisme sont défendues au nom d'un idéal de transformations radicales (anti-capitaliste) de la société québécoise. Au-delà de cet idéal, pourtant, il existe des différences majeures dans la manière d'entrevoir les enjeux d'unilinguisme et d'indépendantisme. D'un côté, il y a l'argumentaire tiré des luttes anticolonialistes qui met sur le même pied la domination culturelle et la domination socio-économique. Pour les tenants de cette position, lutter contre la domination culturelle du Québec est aussi nécessaire que de lutter contre la domination socio-économique pour s'affranchir de la domination capitaliste. Celle-ci est surtout défendue par le *McGill Daily* durant l'année scolaire 1968-1969 et semble être une particularité d'une frange minoritaire de la gauche radicale anglophone qui est appelée à jouer un rôle conséquent en ce qui a trait à la question de l'unilinguisme.

Au tournant de l'année scolaire 1969 cependant, les tenants de cette approche perdent les commandes du journal avec la nomination de Charles Krauthammer comme éditeur en chef. Dès lors, il apparaît que, règle générale, chez les anglophones de gauche qui écrivent dans le *McGill Daily*, la question de la domination socio-économique du Québec est considérée comme étant plus importante qu'une quelconque question de domination

culturelle. En d'autres mots, la lutte contre la domination socio-économique du Québec, pour cette nouvelle équipe, est la seule qui importe pour libérer le Québec de la domination capitaliste. Cette position devient la plus populaire dans le journal mcgillois et permet aux anglophones de gauche d'être solidaires avec les Québécois francophones de gauche au nom de leur identité politique en mettant de côté l'aspect de domination culturelle qui existe entre eux.

Cette recherche, nous l'espérons, permet de faire valoir que les anglophones au Québec ne forment pas un bloc monolithique opposé aux revendications nationales des Québécois francophones. Au contraire, des anglophones de gauche au nom de leur identité politique appuient les revendications des francophones. Bien que ces anglophones occupent un grand espace sur la scène publique, surtout au sein de la gauche montréalaise, il ne faut pas pour autant croire que ces individus forment un courant majoritaire chez les anglophones. En effet, comme le fait valoir Sean Mills, il y a au maximum une centaine d'étudiants anglophones sur environ 10 000 manifestants lors de l'Opération McGill français<sup>71</sup>.

Au terme de ce travail, il nous apparaît que la question anglophone, peu abordée dans l'historiographie, est porteuse de nouvelles voies de recherche fort intéressantes pour éclairer la gauche québécoise des années soixante. Pour la suite des choses, il serait intéressant de se pencher sur le rapport identitaire que ces anglophones entretiennent avec le Québec et le Canada afin de mieux appréhender leurs positions face aux luttes néo-nationales, notamment en ce qui a trait à la question indépendantiste. Dans un même ordre d'idées, s'interroger sur la façon dont ce soutien des « colonisateurs » est perçu par les militants francophones permettrait certainement de mieux comprendre les relations que ces derniers entretiennent avec le néonationalisme et, ce faisant, la portée de ce phénomène majeur pour les *sixties* au Québec.

---

<sup>71</sup> Marc Comby et Sean Mills, « Diversité montréalaise et mouvements sociaux dans les années 1960 - entrevue de Marc Comby avec Sean Mills », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, n° 2, 2011, p. 76.